

La pression monte contre le péage sur la A 10

LES 5 000 AUTOMOBILISTES qui empruntent chaque matin et chaque soir le péage de Dourdan sur l'autoroute A 10 ne veulent plus servir de vaches à lait. Réunis dans l'association A 10 gratuite, ils ont annoncé lundi soir une série d'actions pour faire plier l'Etat et la société autoroutière Cofiroute qui exploite le péage. Une réunion est prévue le 25 mars avec les présidents des différents groupes du conseil régional d'Ile-de-France, des dizaines d'entrevues avec les maires des communes du sud de la région parisienne sont programmées et des actions au péage seront menées au printemps. Motif : le péage de Dourdan n'est situé qu'à 49 km de Paris

alors que tous les autres péages franciliens sont à quelque 50 km de la capitale.

« Nous voulons faire pression sur l'Etat, car c'est lui qui fixe le prix du péage », insistent les membres de l'association. En plus de la pression financière sur chaque automobiliste (1,50 € par passage, 1 € pour les abonnés), le péage de Dourdan entraîne, selon les usagers, une forte fréquentation des réseaux secondaires dans les Yvelines et dans l'Essonne, car les automobilistes préfèrent emprunter les petites routes que prendre un ticket. « Les routes départementales D 116 de Dourdan à Saint-Chéron et D 988 de Saint-Arnoult (Yvelines) à Limours sont satura-

tes. Du coup les communes construisent des déviations, comme celle de Gometz-la-Ville, qui coûtent plusieurs fois ce que coûterait cette gratuité de l'autoroute », estime l'association.

Suppression de la « taxe quotidienne »

En trois ans de combat depuis sa création, l'association A 10 gratuite a déjà obtenu quelques avancées grâce au soutien de près d'une soixantaine d'élus — maires, conseillers généraux, députés et conseillers ré-

gionaux — des deux départements : les frais de dossier de 20 € pour l'abonnement télépéage ont été supprimés, et les tarifs n'ont pas augmenté contrairement aux autres barrières de péage. Mais c'est encore insuffisant pour les détracteurs du péage qui réclament la suppression pure et simple de cette « taxe quotidienne ». En réponse à ce mécontentement des anti-péage, le ministère des Transports doit commander une étude sur la suppression du péage. Elle sera menée par... Cofiroute.

N.F.

« Ça me coûte 450 € par an »

JEAN-CLAUDE LAGRON, président de l'association A 10 gratuite

LA GRATUITÉ de l'autoroute A 10, il en a fait son cheval de bataille. Depuis 1973, quasiment depuis que l'autoroute existe, Jean-Claude passe chaque jour le péage de Longvilliers (Yvelines) - Dourdan pour aller travailler sur le plateau de Saclay. Temps de trajet dans sa Renault Laguna : « Entre 25 et 45 minutes selon les jours. Je n'ose pas imaginer combien j'ai payé depuis tout ce temps », explique cet ingénieur. Son budget péage ? « 1 € par passage soit à peu près 450 € par an. Or, il y a 5 000 passages dans chaque sens tous les jours. Nous

sommes des vaches à lait pour Cofiroute et pour le groupe Vinci (NDR : actionnaire de Cofiroute à 65 %). Vinci se vante de rénover la galerie des Glaces du château de Versailles. Finalement, c'est un peu nous qui payons cette rénovation en passant le péage tous les jours. Nous habitons dans une zone avec très peu d'emplois et également très peu de transports en commun. La seule possibilité d'aller travailler, c'est la bagnole. Qu'on arrête de nous dire que l'autoroute payante c'est un privilège. »

